



SPASEEN Force Ouvrière du Puy de Dôme

38 rue Raynaud 63 000 CLERMONT FERRAND fo@ac-clermont.fr

SPASEEN Force Ouvrière de Haute-Loire

1, Avenue St Flory 43000 LE PUY EN VELAY spaseenfo43@gmail.com

SPASEEN Force Ouvrière de l'Allier

1, avenue Lavoisier 03 000 MONTLUCON fo.spaseen03@gmail.com

SPASEEN Force Ouvrière du Cantal

8, place de la Paix 15 000 AURILLAC spaseenfo15@gmail.com

APOCALYPSE ANNONCÉE POUR LES SECRÉTAIRES DE CIRCO !

L'administration a soumis lors du CSA SA puis du CSA de nouvelles cartes d'« évolution » des postes en service académique pour les personnels administratifs. En guise d'évolution, il aurait plutôt fallu écrire « suppression » !

C'est l'hécatombe dans les services : **11 suppressions pour 3 créations, soit - 8 postes, dont -4 postes de secrétariats d'IEN !**

Alors que la charge de travail de ces personnels augmente sans cesse, ces suppressions entraînent une nouvelle dégradation de leurs conditions de travail. Il est urgent que le Ministère comprenne que l'armature administrative de l'Éducation Nationale est à l'os et qu'il met en péril volontairement la santé de ses salariés.

La suppression de 4 postes de secrétaires d'IEN, alors que ces derniers sont déjà sur-sollicités, est un non-sens.

Mais l'administration ne s'arrête pas là : elle entend supprimer à terme 1 poste de secrétaire de circonscription sur 2, afin que chacun des personnels épargnés ait 2 circonscriptions à gérer !

Comment l'administration imagine-t-elle qu'il leur sera possible de doubler leur fiche de poste sans souci ? **Est-ce à dire que l'administration trouve que les secrétaires de circonscription se tournent les pouces ?** Ces suppressions, outre des risques de burn-out, risquent bien d'entraîner de nombreux problèmes de remplacements chez les enseignants du 1^{er} degré.

En réponse, l'administration nous « rassure » : oui, mais les personnels qui resteront en poste, et auront donc leur charge de travail doublée, verront leur poste rehaussé de C en B. Comme si cette aumône résolvait le problème ! L'administration a même le culot de proclamer qu'elle répond ainsi à notre revendication (nous demandions ce rehaussement depuis de nombreuses années).

Quelle honte de nous associer ainsi à cette attaque contre les personnels ! Nous n'avons jamais demandé des suppressions de postes, ni l'augmentation de la charge de travail des secrétaires de circonscription. **Nous revendiquons la reconnaissance de leur situation actuelle via une requalification sans contrepartie.**

Quel chantage honteux d'accorder un rehaussement en échange de suppressions de postes et de fiches de postes à 200% !

Par ailleurs, ce rehaussement ne va pas bénéficier aux collègues tant qu'ils n'auront pas changé de catégorie via un concours ou la liste d'aptitude. Alors que ces suppressions de poste et le doublement de leur charge de travail vont, eux, les impacter tout de suite !

FO tient à rappeler à l'administration qu'elle est garante et responsable des conditions de travail de ses agents, et que ces mesures risquent de les précipiter droit dans le mur, de provoquer des burn-out.

FO a proposé l'avis suivant au CSA SA, qui a été voté à l'unanimité par l'ensemble des autres organisations syndicales :

« Les organisations syndicales réunies en CSA SA alertent l'administration sur les risques psycho-sociaux que risquent d'entraîner les suppressions de postes proposées pour la rentrée 2025. En particulier, elles rappellent que les secrétaires d'IEN occupent déjà des fiches de poste à 100% et que leur demander de doubler leur charge de travail est une aberration. Elles demandent à ce que l'ensemble des postes administratifs en services académiques soient maintenus ».

Afin d'échanger sur cette menace qui plane sur les postes des secrétaires de circonscription, **FO** vous propose une visio-conférence :

Mardi 27 mai à 12h

<https://us02web.zoom.us/j/84912430477>

FO est prête à s'engager aux côtés des personnels pour construire la résistance. Ces suppressions de postes tout comme les mesures de destruction des services publics n'ont qu'un but : récupérer de l'argent pour financer la guerre. Pour **FO**, c'est non. Le syndicat ne participera pas à cette "union nationale" guerrière appelée par le gouvernement. **FO** continuera à porter les revendications des salariés. Nous ne renoncerons pas à nos droits, à nos acquis, à notre modèle social.

- Non aux suppressions de postes
- Non à la réforme des retraites ! **FO** a quitté le « conclave » sur les retraites du Premier ministre Bayrou et réaffirme son exigence d'abrogation de la réforme Macron-Borne des retraites et de maintien de tous les régimes de retraites existants, dont le Code des Pensions Civiles et Militaires.
- Cessez-le-feu immédiat et permanent en Ukraine, au Proche-Orient et arrêt des livraisons d'armes !
- Non au détournement de l'argent public pour l'économie de guerre, non à la destruction du service public !

Seul on est isolé, ensemble on est plus forts !

